



Monsieur Camille ZIEGER  
Président  
SCoT de l'arrondissement de Sarrebourg

à

Monsieur Denis VALLANCE  
Président du Syndicat mixte du Pôle Métropolitain  
de Nancy Sud Lorraine

9 Rue Gustave Simon  
54 000 NANCY

Objet : Avis du bureau du SCoT sur le projet arrêté du SCoTSud54 en cours de révision.

Affaire suivie par :

- Jean-Luc HUBER, Vice-Président du PETR en charge du suivi du SCoT
- Marie-Christine KARAS, Responsable du Pôle « Aménagement » et du SCoT du Pays de Sarrebourg  
Tél. 06 37 99 61 46 / e-mail : [mc.karas@pays-sarrebourg.fr](mailto:mc.karas@pays-sarrebourg.fr)

Monsieur le Président,

Par courrier du 20 décembre 2023, vous avez adressé aux Personnes Publiques Associées, la version arrêtée du projet du SCoT Sud 54 en cours de révision.

Réunis le 28 février dernier, les membres du bureau du PETR ont examiné avec intérêt ce projet, dont le Document d'Orientation et d'Objectifs, après l'avoir fait en premier lieu lors de la consultation lancée dans le cadre de la première version de ce document. Ils ont pu ainsi constater les évolutions ayant marqué vos réflexions.

Par conséquent, suite aux observations exprimées en février 2023, nous tenons une nouvelle fois à saluer le travail accompli dans le cadre de cette révision pour un document de SCoT inspirant.

Nous maintenons l'idée d'imaginer des synergies entre nos deux territoires, principalement en ce qui concerne le bassin de vie que nous partageons et qui s'articule autour des polarités de Blâmont, Cirey-sur-Vezouze, les deux Avricourt (54 et 57), Moussey et Réchicourt-le-Château. Ces synergies pouvant s'appuyer sur des thématiques comme celle de conforter le rôle de ces polarités en faveur du maintien de services aux habitants et celle visant le développement d'énergies renouvelables. Concernant ce dernier volet, vous avez engagé un schéma directeur des énergies renouvelables. Nous allons lancer la même démarche d'ici la fin de ce mois ou au plus tard au début du mois prochain.

Concernant les objectifs de sobriété foncière, vous avez maintenu la dotation de ruralité passant de 11,6 à 12,5 ha qui vient s'ajouter à la « garantie communale » instaurée par la loi n°2023-630 du 20 juillet 2023 visant à renforcer l'accompagnement des élus locaux dans la mise en œuvre de la lutte contre l'artificialisation des sols. De même, pour limiter le taux d'effort des territoires soumis à de fortes dynamiques démographiques et pressions foncières, vous avez établi une modulation dans la prise en compte de la consommation passée qui s'élève à 25% au lieu de 50%. Ces aspects nous ont parus intéressants dans la manière de mise en œuvre du ZAN.

Néanmoins, au regard du premier projet, les objectifs de sobriété foncière ne visent plus à « réduire » la consommation des terres naturelles, agricoles et forestières par rapport à la décennie 2011-2020 mais « tend vers la réduction » de moitié cette consommation. On note une volonté moins ambitieuse. Cette modification se traduit en effet par une diminution de 45% de la consommation foncière contre 50% prévue dans la loi Climat et Résilience pour la période 2021-2030 et 65% au lieu de 75% pour la période 2031-2040 par rapport à la période 2011-2020. Ce qui représente pour la première période

(2021-2030) une augmentation de la consommation foncière de 60 ha sur l'enveloppe régionale attribuée aux territoires, passant de 610 à 670 ha.

Les élus du bureau expriment un avis défavorable quant à la nouvelle trajectoire que vous avez définie par rapport à celle de la première version de votre projet qui s'inscrivait pleinement dans les objectifs de la loi Climat et Résilience.

Restant entièrement à votre disposition pour tout échange, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes meilleures salutations.

Pour le Président du PETR  
Camille ZIEGER

Le Vice-Président en charge du SCoT  
du Pays de Sarrebourg



Jean-Luc HUBER

